



### **Communiqué de la section des Finances publiques des Hauts de seine**

La Première ministre Elisabeth Borne a annoncé sa décision de procéder à la réquisition des salariés grévistes d'Exxon Mobil. Elle menace de faire intervenir les forces de police pour débloquer les dépôts de carburant.

La CGT Finances Publiques 92 condamne cette décision qui si elle était mise en application serait une remise en cause du droit de grève.

La revendication de 10 % des salaires est légitime. Devant la vague historique de hausse de prix de l'énergie, du carburant, des denrées alimentaires la revendication, elle, est même nécessaire.

Les seuls responsables du blocage sont les dirigeants de ces entreprises qui d'un côté accumulent des profits gigantesques et distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et de l'autre refusent depuis des semaines de négocier avec les grévistes et leurs organisations syndicales.

Les agents de la DGFIP aussi, comme tous les fonctionnaires, ont vu fondre leur pouvoir d'achat de 20% depuis 15 ans : ce ne sont pas les 3,5% octroyés par le gouvernement qui peuvent compenser la hausse du coût de la vie.

Les agents du 92 se mobilisent contre les suppressions de postes et les restructurations dans plusieurs centres.

Le mouvement entamé par les salariés des raffineries est un point d'appui pour tous les salariés pour faire valoir leurs légitimes revendications en matière de salaires.

La CGT Finances Publiques 92 exige la levée de toutes les menaces de réquisition et l'ouverture immédiate de véritables négociations.

Elle apporte tout son soutien aux travailleurs grévistes. La section diffuse ce communiqué à tous les agents du département.